

MINUSMA **HEBDO**

BULLETIN HEBDOMADAIRE D'INFORMATION DE LA MINUSMA • numéro 53 • mai 2016

PAIX ET COHÉSION SOCIALE : **LA MINUSMA SOUTIENT UNE** **RENCONTRE INÉDITE À MÉNAKA**

PÉNURIE D'EAU À GAO : LA MINUSMA AU CHEVET
DE LA POPULATION

TOMBOUCTOU : L'ONU SOUTIENT **LA RÉOUVERTURE**
DES ÉCOLES

FONDS DE CONSOLIDATION DE LA PAIX À GAO :
OÙ EN SONT LES PROJETS SOUTENUS ?

MISSION MULTIDIMENSIONNELLE • PROTECTION DES CIVILS • PAIX & COHÉSION SOCIALE •
ACCORD DE PAIX : LA SOLUTION • FORUM COMMUNAUTAIRE • DIALOGUE INCLUSIF • REFORMES
DU SECTEUR DE SÉCURITÉ • ACCORD D'ALGER • ENSEMBLE REUSSIR LA PAIX

SOMMAIRE

DANS CE NUMÉRO

3 RENCONTRE INÉDITE SUR LA PAIX, LA COHÉSION SOCIALE ET LA RÉCONCILIATION À MÉNAKA : LA MINUSMA APPORTE SON SOUTIEN

5 GAO : LA MINUSMA ORGANISE UNE SESSION DE FORMATION EN GENRE ET VIOLENCES LIÉES AU CONFLIT

6 VIOLENCES LIÉES AU CONFLIT : A TOMBOUCTOU LA MINUSMA SOUTIENT LES ACTEURS DE LA CHAÎNE PÉNALE

8 GAO : DES MÉDIAS MIEUX OUTILLÉS POUR SOUTENIR LA RECONSTRUCTION DU MALI

10 PÉNURIE D'EAU À GAO : LA MINUSMA AU CHEVET DE LA POPULATION

11 TOMBOUCTOU : L'ONU SOUTIENT LA RÉOUVERTURE DES ÉCOLES

13 FONDS DE CONSOLIDATION DE LA PAIX À GAO : OÙ EN SONT LES PROJETS SOUTENUS ?

15 JOURNÉE MONDIALE DES TÉLÉCOMMUNICATIONS ET DE LA SOCIÉTÉ DE L'INFORMATION

16 JOURNÉE MONDIALE DES TICS, MESSAGE DU SECRÉTAIRE GÉNÉRAL, BAN KI-MOON

17 L'ACTUALITÉ DE LA MINUSMA EN BREF

19 COMMUNIQUÉS



Adoptez l'éco-attitude

N'imprimez ce document que si cela est nécessaire !

RENCONTRE INÉDITE SUR LA PAIX, LA COHÉSION SOCIALE ET LA RÉCONCILIATION À MÉNAKA : LA MINUSMA APPORTE SON SOUTIEN



La commune urbaine de Ménaka a abrité, du 29 au 30 Avril dernier, sa toute première rencontre intercommunautaire sur la paix, la cohésion et la réconciliation. Objectif : réunir les fils et filles de la nouvelle région pour discuter des pistes de solutions, pouvant faire taire les armes et entamer son développement. Ce fut aussi l'occasion pour le nouveau gouverneur de la région M. Daouda Maiga de prendre fonction en présence des chefs de tribus, chefs coutumiers, responsables des groupes armés et populations. La délégation venue de Bamako, Gao et Kidal était composée du Ministre de la Réconciliation Nationale M. Zahabi Ould Sidi Mohamed et de son cabinet, du représentant du Gouverneur de Gao, du Gouverneur de Kidal M. Mohamed Ag Koina, de l'Ambassadeur du Mali au Niger Alhamdou Ag Iyane, des honorables Députés élus de Bourem, M. Mohamed Ould Mata et de Ménaka M. Bajan Ag Hamatou. Les participants du forum de Ménaka sont aussi venus d'Inékar, Tidermane Anderboukane, des villes du Niger abritant des camps de réfugiés que sont Abala, Banibongou et, Mangaïzé. Le soutien d'un voisin Le Niger voisin n'est pas resté en marge de cette rencontre. Une forte délégation est arrivée de la capitale et des régions frontalières, comme pour dire qu'elles restent solidaires avec cette région qui a été durement frappée par la crise. La délégation nigérienne était composée du Président de la Haute Autorité à la Consolidation de la Paix et de la Réconciliation Nationale, des Gouverneurs de Tahoua et de Tilabéri, du Conseiller Spécial du

Premier Ministre nigérien et du Député de Abala Filingué. La MINUSMA était représentée par l'Adjoint du Commandant du Secteur Est, la Division des Affaire Civile, la Division de la Communication, le contingent Nigérien et la Police des Nations (UNPOL). Après la montée des couleurs du Mali à l'entrée du grand hangar qui a fait office de salle de conférence, les invités se sont installés pour suivre les différentes interventions. « Cette rencontre intercommunautaire nous offre l'occasion d'échanger sur la paix, la réconciliation, la cohésion sociale, le pardon... dans notre région au nord du Mali. La réconciliation n'est possible que par un dialogue permanent, franc, sans démagogie, car plus on se parle, plus on se rapproche, plus on s'accepte. Le développement de notre région est conditionné à la paix que nous devons chercher à tout prix et le cantonnement en est une étape importante » a dit Nanoute Ag Kotia maire de la commune urbaine de Ménaka à l'ouverture du forum. Comme le maire de Ménaka, l'honorable Député de la région M. Bajan Ag Hamatou a aussi exhorté les ménakois à se donner la main pour s'attaquer à l'ennemi commun qui est le sous-développement. « Nous devons mettre fin aux conflits qui nous ont trop fragilisés pour résoudre les récurrents problèmes que nous rencontrons quotidiennement. Je veux parler du problème d'eau, d'électricité, d'infrastructure, de sécurité et j'en passe » a-t-il ajouté. Quant à M. Mohamed Abou Ntarka, Président de la Haute Autorité à la Consolidation de la Paix et de la Réconciliation Nationale du Niger,

il a démontré toute la disponibilité de son organe et de son pays à s'investir pour faire valoir la paix et la réconciliation nationale de l'autre côté de sa frontière. « Comme vous le savez, mon pays le Niger, n'a qu'un seul but, un seul objectif, un seul souci, celui de voir un Mali uni dans sa diversité, un Mali fort et démocratique, capable de garantir la sécurité à tous ses citoyens, de répondre aux aspirations de son peuple au sud comme au nord du pays... Nous souhaitons développer avec la toute nouvelle région de Ménaka une coopération tous azimut qui touche à tous les domaines : sécuritaire car c'est notre premier souci, » a lancé M. Ntarka. « Il faut sécuriser nos marchés frontaliers pour permettre le développement des échanges qui enrichissent nos populations. Sur ce plan, le gouverneur de Ménaka peut à tout moment saisir le chef du contingent nigérien basé ici et qui est en constante relation avec nos positions militaires sur la frontière. Nous pouvons également développer une coopération en matière de prévention et de gestion des conflits, en organisant des forums intercommunautaires dans nos villes frontalières à Anderambukan ou Tillia ou Abala, In Attes, Banibangou, pour ne citer que celles-ci, » a-t-il poursuivi. A la fin de son discours, M. Ntarka a demandé au chef de canton de Tintabaradane (Niger) d'offrir un sabre aux autorités de Ménaka pour qu'il soit enterré afin de symboliser la fin de la « guerre fratricide » dans la région. Chose qui a été faite sous un tonnerre d'applaudissement.

Une grande première depuis longtemps Le forum de Ménaka est la première initiative après la crise qui a pu regrouper au même endroit Tamasheks, daoussahaques, songhoys, peuls, arabes, haoussas, zarmas... Il a été la première activité du nouveau Gouverneur M. Daouda Maïga et la première fois qu'un Ministre de la République s'y rend depuis quatre ans. Pour sa part, M. Narcisse Dongar, représentant du Chef du Bureau Régional de la MINUSMA à Gao, a tenu à saluer l'initiative tout en mettant l'accent sur la volonté des communautés à renouer le dialogue. « A la suite des rencontres intercommunautaires déjà organisées dans les autres régions, ce forum vient concrétiser la volonté des communautés de cette région à tourner les pages d'un passé douloureux. Nul besoin de dire à quel point la crise sociopolitique de 2012 a eu un impact désastreux sur la cohésion sociale et le développement de la région de Ménaka. Pourtant, ceci n'as pas entamé la détermination des communautés à se relever collectivement et vivre dans l'harmonie, » a témoigné M. Dongar. « Notre souhait le plus ardent, c'est que ces journées d'échanges soient l'occasion de réitérer l'engagement de tous les acteurs de la société à œuvrer pour le retour définitif de la Paix. En effet, ici comme ailleurs, la marche vers la paix est indéniable. Qu'importe les obstacles sur le chemin, la volonté de construire la paix au Mali demeure intangible » a-t-il conclu. La présence des groupes armés signataires de l'accord de paix issu des négociations d'Alger a donné un accent particulier à l'évènement car les

deux groupes ont réitéré leur volonté à s'inscrire dans le processus de mise en œuvre de l'accord. « Je vous donne l'assurance en ces moments et ces lieux que la plateforme républicaine au nom de laquelle je m'exprime, respectera ses engagements pris à Alger devant la communauté internationale pour le bonheur des populations du Nord » a promis M. Bouhéina Baby, Vice-Président de la Plateforme à Ménaka. Pour Moussa Ag Acharatoumane, porte-parole de la CMA au forum de Ménaka : « Il y a un serment entre nos populations qui doit rester inviolable. Nous devons rechercher tout ce qui pourra renforcer cette cohésion sociale pour que serment soit ». Le Ministre de la Réconciliation Nationale Zahabi Ould Mohamed a salué l'implication des groupes armés pour la réalisation et le succès de ce forum. Il dit avoir pris acte des recommandations et invite les différents acteurs à s'impliquer pour que la paix et la cohésion sociale soient à Ménaka. En marge du forum, le Ministre a rencontré de façon séparée les deux principaux groupes de femmes de Ménaka qui sont divisées. Il s'agit des femmes dites « pro-Mali » réunies au sein de la CAFO (Confédération des Association et Organisation Féminine) et celles de la CMA. « Ici à Ménaka, nous avons vu les hommes de la CMA et ceux de la plateforme se donner la main pour la paix et la réconciliation mais pourquoi pas vous les femmes. Il est plus que nécessaire pour vous de vous mettre ensemble pour construire votre nouvelle région. Mettez vos forces ensemble pour faire face aux défis du quotidien. J'espère que vous serez dorénavant ensemble pour faire de Ménaka un havre de paix » a déclaré le Ministre. Il a également promis de soutenir les femmes de Ménaka dans leurs activités, à condition qu'elles travaillent ensemble pour tourner les pages sombres d'une crise qui a fait beaucoup de victimes. Et maintenant, que faire ? Le forum a pris fin par des recommandations. Parmi celles-ci, on peut retenir : la préparation d'un grand forum pour la région de Ménaka qui traitera des questions spécifiques liées au découpage administratif, à la cohésion sociale et au développement de la région et, qui sera co-organisé par les trois parties signataires de l'accord de paix (le Gouvernement, la CMA et la Plateforme) ; l'accélération de la mise en œuvre de l'accord pour la paix et la réconciliation en impliquant toutes les parties et les communautés à la base sans lesquelles, la mise en œuvre ne peut se faire... Les différents acteurs ont également jugé nécessaire de faire des séances de sensibilisation sur le contenu de l'Accord pour la Paix et la Réconciliation Nationale issu du processus d'Alger. A quelques jours de la fin de la visite au Mali du Secrétaire Général Adjoint au Mission de Maintien de Paix, M. H. Ladsous, les choses avancent avec le soutien des Nations Unies. Soutien réitéré lors de la venue du haut fonctionnaire onusien et qui continue de se matérialiser notamment à travers ce type de rencontre et ce, conformément au mandat de la MINUSMA.

GAO : LA MINUSMA ORGANISE UNE SESSION DE FORMATION EN GENRE ET VIOLENCES LIÉES AU CONFLIT



La MINUSMA à travers son bureau de la Conseillère Principale pour la Protection des Femmes organise depuis vendredi 6 mai à Gao, une session de formation en genre et violences liées au conflit à l'intention des officiers de police judiciaire (OPJ), des magistrats, du personnel correctionnel et des avocats, tous acteurs de la chaîne pénale dans la région de Gao. L'objectif de cette session est de renforcer les capacités techniques d'environ 100 acteurs de la chaîne pénale dans les domaines des violences sexuelles liées au conflit et du genre, afin qu'ils puissent contribuer à assurer une meilleure protection des femmes et des victimes de violences sexuelles liées au conflit. A en croire le Procureur de la République près du Tribunal de Grande Instance de Gao, Housseini Salaha, cette session vient à point nommé étant donné que ces acteurs, ensemble réunis, peuvent avoir des imperfections dans leur travail. En suivant de très près ce que les formateurs passent comme messages par rapport à leur façon de travailler, cela pourrait positivement contribuer à alléger la souffrance de la population dans le traitement de leurs dossiers au niveau de la justice. « La chaîne pénale était mise en place au moment où il y avait dysfonctionnement de la justice au sens général ici à Gao, et je dois vous assurer que les procédures ne pouvaient pas aboutir par manque du personnel judiciaire », a-t-il déclaré. Les participants à l'atelier examinent les questions sur le concept genre, la violence basée sur le genre et violences sexuelles liées au conflit, la prise en charge d'une victime de violences sexuelles (exercice/

simulation et vidéo), les mesures de protection des victimes, les Droits de l'Homme et le Droit International Humanitaire, les résolutions 1325 et connexes, la justice et correction, et ainsi que les défis et détermination des stratégies d'amélioration du système. L'équipe de formation est constituée des formateurs de la MINUSMA, de WILDAF/Mali et des personnes ressources locales qui sont spécialisés dans les thématiques couvertes par la formation. Ces formations qui se veulent interactives combinent plusieurs techniques et méthodologies de formation incluant les présentations par vidéo projection, les scénarios et études de cas, les exercices pratiques, les travaux de groupes et restitutions en plénière. « Nous insistons beaucoup plus sur la résolution 1325 et connexes qui prennent en compte la participation et la prise en compte de besoins différentiels des femmes » a souligné M. Soundio Idrissa Coulibaly, un des formateurs de l'Unité genre de la Mission onusienne. Le conflit armé que le Mali subit depuis 2012 a d'autant plus affecté les populations qu'elles ont été victimes de violences graves allant des agressions à la perte de vie humaine, en passant par les violences sexuelles. Dans le but d'apporter un appui aux victimes en général et plus précisément aux victimes de violences sexuelles et basées sur le genre, une série d'actions a été entreprise par les acteurs internes et externes. Au nombre de ces actions s'inscrit le projet d'amélioration de l'accès des femmes victimes de violences sexuelles et basées sur le genre à la justice et à la sécurité.

VIOLENCES LIÉES AU CONFLIT : A TOMBOUCTOU LA MINUSMA SOUTIENT LES ACTEURS DE LA CHAÎNE PÉNALE



Le Bureau Régional de la MINUSMA a tenu du 28 avril au 3 mai une formation sur le genre et les violences liées au conflit au profit des acteurs de la chaîne pénale de la région de Tombouctou. Organisée au Centre Ahmed Baba conjointement avec l'ONG WILDAF- Mali et en partenariat avec le Ministère de la Justice, cette activité fait partie d'un programme pour l'améliorer l'accès à la justice et la sécurité en faveur des femmes victimes de violences sexuelles et basées sur le genre. L'atelier, présidé par le Directeur de Cabinet du gouverneur, a rassemblé une cinquantaine des participants dont des éléments des forces de sécurité maliennes ayant une fonction d'Officier de police judiciaire (OPJ), des magistrats, du personnel correctionnel et des avocats de la région. Il s'est déroulé avec la présence des représentants de la Division des Droits de l'Homme, Justice et Correction ainsi que l'Unité Genre de la MINUSMA. L'objectif était de renforcer les capacités techniques des participants, dans les domaines des violences sexuelles liées au conflit et du genre. En effet, les expériences précédentes des pays en conflit

ont montré que les femmes sont particulièrement vulnérables en période de conflit, car la plupart du temps elles sont victimes d'abus et d'exploitations sexuelles. La crainte d'être stigmatisé est d'autant plus grande que, dans la plupart du temps, elles préfèrent souffrir en silence en laissant les auteurs de ces crimes impunis. Le phénomène de violences sexuelles liées au conflit est considéré par les Nations Unies comme une attaque non seulement contre la victime mais aussi à sa famille et sa communauté. C'est pour cela que l'ONU a classifié cette problématique parmi les questions liées à la paix et a développé des politiques visant à y apporter des réponses adéquates en termes de justice et de sécurité. Depuis 2012, la crise malienne n'a pas été épargnée par ce fléau et elle a également connu des victimes de violences graves allant des agressions, à la perte de vie humaine, en passant par les violences sexuelles. En vue de soutenir ces populations affectées, une série d'actions a été entreprise par les acteurs internes et externes. En effet, le Mali vient de finir d'élaborer un Plan d'Actions

National (PAN) pour la Mise en œuvre de Résolution 1325 du Conseil de Sécurité de Nations Unies sur les Femmes, la Paix et la Sécurité en 2015-2017. Ce plan d'action est axé prioritairement sur la prévention des Conflits et des violences basées sur le genre liées aux conflits armés; la promotion du genre et de la femme ainsi que sur la participation et la représentation des femmes dans les instances de décision.

LA LUTTE CONTRE LES VIOLENCES BASÉES SUR LE GENRE, SOCLE DES MISSIONS DE PAIX

Quant à la Mission de Maintien de la paix, la Résolution 1325 se fixe clairement pour objectif d'intégrer une démarche d'équité entre les sexes et d'augmenter la représentation des femmes dans les opérations de maintien de la paix. Par conséquent toutes les activités menées par les missions de maintien de la paix, dont les opérations de DDR doivent s'ouvrir aux femmes et tenir compte de la problématique homme-femme. Intervenant à l'atelier, le Chef du Bureau Régional de la MINUSMA, Riccardo Maia, a fait savoir que «à chaque fois que le besoin se fera sentir, nous apporteront notre soutien aux personnes qui ont été et sont toujours les victimes collatérales du conflit armé, en particulier les victimes de violences sexuelles et celles basées sur le genre». Durant trois jours, les participants ont bénéficié de l'expertise la Section Droit de l'homme de la MINUSMA Tombouctou en matière de Droits de l'homme (DH) et de Droit International Humanitaire. Ils ont échangé sur les défis des différents acteurs travaillant dans le secteur de la justice notamment ceux liés au dysfonctionnement des services de la justice, en raison de problèmes sécuritaires.

Mme Bouaré Bintou Founé Samaké, présidente de WILDAF/ Mali a encouragé tous les acteurs concernés à s'engager d'avantage dans la prise en compte des violences liées au conflit. « Votre implication va aider le gouvernement malien à rendre justice aux victimes des violences liées au conflit, des crimes basés sur le genre » a-t-elle dit. Participant à la formation, Mohamed Ag Ahmed, greffier en chef à la justice de paix à compétence étendu de Diré, trouve que l'initiative est venue à point nommé, à un moment où la présence des services judiciaires laisse à désirer dans les régions de Nord. « Je suis convaincu que mettre un terme aux stigmatisations et rendre justice aux victimes du conflit est une manière de ramener la paix au Mali. Cependant je demeure tout aussi convaincu que cette lutte ne pourrait aboutir qu'avec l'engagement constant des acteurs judiciaires que nous sommes » va-t-il ajouter en souhaitant voir se multiplier ces genres d'opportunités. A l'issue de la rencontre, les participants ont formulé des recommandations pour mettre fin à l'impunité. Ils ont aussi soulevé la nécessaire prise en charge des victimes et des témoins par l'Etat, comme élément de motivation à poursuivre. Cela pourrait encourager leurs accès à la justice tout en favorisant le respect de la confidentialité. Une réforme juridique est également souhaitée pour encourager le retour des juges dans les zone affectées par la crise ainsi que soutenir leur travail dans des conditions difficiles. Les travaux de l'atelier ont pris fin par la remise des diplômes de participation aux bénéficiaires de la formation.

VIOLENCES LIÉES AU CONFLIT

GAO : DES MÉDIAS MIEUX OUTILLÉS POUR SOUTENIR LA RECONSTRUCTION DU MALI



Dans le contexte post-crise qui prévaut au Mali, les médias ont un rôle fondamental à jouer dans la stabilisation du pays et le retour à une paix durable. En proposant aux journalistes des outils pour se perfectionner et se professionnaliser, la famille de l'ONU au Mali offre un appui non-négligeable à la reconstruction du pays en soutenant le dialogue entre les différentes communautés.

La petite salle de l'École des infirmiers de Gao était bien remplie en ce samedi matin. Weekend ou pas, c'est en grand nombre que les journalistes des radios communautaires de la région de Gao ont répondu à l'appel de l'Organisation des Nations Unies au Mali, qui leur a offert du 7 au 11 mai 2016 une formation aux bonnes pratiques du journalisme radio.

Déontologie, responsabilité journalistique, notion d'intérêt public, angle de traitement, techniques d'interviews, simulation de conférence de presse : malgré la chaleur et le programme chargé, l'engouement des 21 journalistes participants a été constant au cours des cinq jours de formation. L'atelier, organisé par le groupe de communication des Nations Unies au Mali sous la direction de MIKADO FM (Gao 94.0) et avec le soutien financier

de la MINUSMA, se voulait une réponse aux besoins exprimés par les radios de la région de Gao et de l'URTEL, l'Union des Radiodiffusions Télévisions Libres du Mali.

Les besoins sont effectivement nombreux et le personnel, souvent bénévole, manque malheureusement cruellement de formation adéquate. « Pour les journalistes, la compréhension de leur rôle dans une période délicate qu'est celle de post-conflit au Mali, est fondamentale, » indique Karim Djinko de MIKADO FM, la radio des Nations Unies. « Comme ce sont des courroies de transmission auprès des populations qui n'ont pas un vaste choix, en termes de mode d'information, il est essentiel de donner à ces animateurs et journalistes quelques bases pour leur permettre de bien faire leur travail, » ajoute-t-il.

LE MALI, RICHE DE SES RADIOS

Au Mali, la radio est un outil précieux pour la stabilisation post-conflit, surtout dans les régions éloignées des grands centres. « Les radios communautaires jouent un rôle éminemment important dans l'accompagnement du processus



de développement local, du processus d'accompagnement démocratique et également du processus de paix et de réconciliation au niveau de nos communautés. Les journalistes doivent souvent traiter des sujets sensibles, pour lesquels nous avons besoin de formation, » a souligné Kader Touré, l'un des Directeurs de radio de la Région de Gao.

La simulation de table-ronde a d'ailleurs été l'occasion d'aborder certains de ces thèmes délicats, comme l'accès des populations à l'information en période de conflit et le rôle des médias dans la mise en œuvre de l'accord de paix au Mali. Des thèmes d'importance, qui nécessitent tant une maîtrise du métier de journaliste qu'une connaissance approfondie du sujet. Pour Kader Touré, il est crucial que les journalistes comprennent le rôle qu'ils peuvent être appelés à jouer dans la réconciliation nationale par la diffusion d'informations justes et d'intérêt public. « Le sujet le plus important à l'heure actuelle, c'est celui de la cohésion sociale. Et quand au niveau d'une radio on se permet d'évoquer une situation qu'on ne maîtrise pas tellement, ça peut provoquer des divergences entre les communautés. Avec la maîtrise des techniques, la radio peut être un véritable moteur de développement et un moteur de la paix, » prévient-t-il.

LES MÉDIAS, VECTEURS DE COHÉSION SOCIALE

« Le rôle des journalistes est crucial en temps de crise vis-à-vis des populations ; pour fournir des

informations d'intérêt public et utiles afin d'outiller les populations à faire face aux difficultés de la vie quotidienne, connaître les ressources disponibles et aider les populations à renforcer leur capacité de résilience et leur autonomisation, » remarque pour sa part Salamatou Ba, chef du sous-bureau d'OCHA à Gao. Un message qui trouve écho auprès des journalistes participants, qui ne manquent pas de souligner également la précarité du métier et les conséquences que celle-ci peut avoir sur leur travail. « Le problème, c'est qu'on est très faible par rapport à ceux qui nous corrompent. C'est la précarité. Aucune des radios ici ne peut dire : je paye mes journalistes, » souligne Minkaila Soufiana Maïga, journaliste bénévole à la radio Koïma. Une situation qui selon plusieurs autres de ses confrères, contribue au manque de professionnalisme de certains d'entre eux. Cette formation d'une semaine aura permis aux journalistes participants de renforcer leurs connaissances du métier, des normes et pratiques journalistiques, tout en confirmant leur passion pour un métier fondamental en démocratie. Le représentant de l'URTEL pour la région de Gao, Monsieur Idrissa Maïga, a salué cette nouvelle initiative de la MINUSMA et de l'ensemble des Nations Unies au Mali. Le groupe de communication des Nations Unies compte d'ailleurs répéter l'exercice pour le bénéfice des journalistes présents dans les autres régions du Mali et de l'ensemble des populations qui s'informent auprès des radios régionales.

PÉNURIE D'EAU À GAO : LA MINUSMA AU CHEVET DE LA POPULATION



Au carrefour situé non loin du Gouvernorat et du Conseil régional, une banderole posée par le Conseil Régional des Jeunes donne le ton d'une urgence en ce qui concerne la pénurie d'eau qui sévit dans la ville de Gao depuis le mois de mars 2016.

Portant un message « Avertissement... De l'eau... De l'Eau... De l'eau. Gao meurt de soif. SVP de l'eau... J'ai soif », « cette banderole est une interpellation des autorités en vue de répondre aux attentes de la population » a souligné M. Aboubacrine Bohainata, président du Conseil Régional des Jeunes, qui participait ce matin à une réunion d'urgence convoquée par le Gouverneur de la région de Gao. Plusieurs acteurs dont les autorités régionales, la société civile, les humanitaires et la Société Malienne de Gestion de l'Eau Potable (SOMAGEP) ont pris part à cette rencontre dont « l'objectif était d'examiner l'efficacité des actions concertées à engager dans l'approvisionnement d'eau potable de manière régulière dans certains quartiers périphériques de la ville de Gao à travers une opération dénommée Opération-Citerne » a dit M. Seydou Traoré, le gouverneur de la région. « Depuis hier et aujourd'hui et grâce à l'appui de la MINUSMA qui vient de mettre des citernes de 3000 litres à la disposition des populations des quartiers d'Aldjanabandja, Château-Est et Gadeye, les populations de ces trois quartiers ont pu s'approvisionner en eau potable » a enchaîné le Gouverneur. M. Ousmana Seydou, Directeur Régional de la SOMAGEP, s'est dit très satisfait du déroulement de l'Opération-Citerne par les différents contingents de la MINUSMA en collaboration avec la Direction Régionale de la Protection Civile. « La distribution d'eau potable a commencé hier et va se poursuivre » a-t-il assuré tout en soulignant les difficultés d'ordre financier que rencontrent cette structure étatique. « En ce qui concerne la mise en œuvre de son Plan national, la SOMAGEP avait un programme de 700 millions de FCFA pour financer l'Opération-Citerne à travers le pays. Nous sommes aujourd'hui à plus d'un milliard de FCFA investi. Le dépassement budgétaire ne nous a pas permis

d'éviter cette situation actuelle de pénurie d'eau à Gao » s'est inquiété le Directeur Régional de la SOMAGEP.

Les poteaux et bouches incendie installés par la SOMAGEP dans quelques coins des quartiers aident les citernes de la Mission onusienne à s'approvisionner en eau potable pour une distribution dans des quartiers les plus touchés de la ville. M. Ousmana Seydou a exprimé ses regrets du fait que « cette année à Gao, nous avons voulu à ce que notre structure prenne seule cette opération en charge, mais faute de moyens conséquents, nous avons dû recourir aux bons offices de la MINUSMA et d'autres partenaires pour la réussite de ladite opération. Heureusement, ils ont répondu favorablement à notre requête ». Une forte chaleur est observée à Gao ces derniers temps et le manque d'eau potable constitue un grand danger pour le bien-être de la population. Mamadou Issa dit Biga Maiga, président de l'Association des Consommateurs de la ville de Gao, confirme que depuis le mois de mars 2016, il fait une chaleur de plomb dans la ville. « Nous sommes très contents que cette Opération-Citerne est arrivée à point nommé et que si cela n'avait pas commencé hier, je me demande ce qui allait advenir aux populations de Gao. En tant que natif de cette partie du pays, je n'ai jamais connu une telle montée de température et l'eau potable est bien une nécessité ». Mme Salamata Maiga, une femme aveugle qui était présente ce matin au site de distribution d'eau potable à Gadeye, a fait éclater sa joie. « Toute la population de Gao remercie infiniment la MINUSMA pour ses efforts de nous approvisionner en eau potable. En buvant de l'eau qui n'est pas propre à la consommation, cela entraîne des maladies hydriques » a-t-elle souligné. Mme Salamata Maiga a fait ses études à l'Institut des Jeunes Aveugles à Bamako. Le Gouverneur de la région de Gao et le Président de l'Association des Consommateurs de la ville de Gao ont lancé un appel pressant à la population de s'abstenir de boire l'eau du fleuve pour être à l'abri des maladies hydriques.

TOMBOUCTOU : L'ONU SOUTIEN LA RÉOUVERTURE DES ÉCOLES



Le 9 mai, le Bureau Régional de la MINUSMA à Tombouctou, à travers la Section des Affaires Civiles, a remis à l'Académie d'Enseignement de Tombouctou un important lot de mobilier scolaire composé de 700 tables-bancs, 42 bureaux maîtres, 42 chaises maîtres et 21 tableaux mobiles. Financé à hauteur de trente millions (30.000.000) de francs CFA, ce Projet à impact rapide (QIP) vise à encourager la réouverture des écoles et le redéploiement des enseignants dans les localités affectées par le conflit.

La cérémonie de remise, présidée par le Gouverneur de la Région de Tombouctou Adama Kansaye, a rassemblé le Directeur Adjoint de l'Académie de Tombouctou, le corps enseignant, le chef du Bureau Régional de la MINUSMA par intérim, ainsi que d'autres représentants de la MINUSMA. « Il est important, pour la population, de savoir que la MINUSMA est là en tant qu'amie et partenaire du Mali. Ce geste contribue aux efforts que nous sommes en train de mener pour stabiliser la région » a indiqué le Gouverneur de la Région de Tombouctou. Pour sa part, Ouaya Seyo Tamboura, Directeur Adjoint de l'Académie d'Enseignement de Tombouctou, s'est dit très reconnaissant envers la MINUSMA pour ses

engagements en faveur de la paix. « Vous venez de nous enlever des grosses épines du pied à travers cette donation, qui est une source de motivation pour le corps enseignant et les élèves » a-t-il déclaré. Poursuivant le but de ce projet, l'Unité de la Coopération civilo-militaire (CIMIC) de la MINUSMA distribuera prochainement dans les écoles jugées prioritaires par l'Académie d'Enseignement de Tombouctou plus de 5000 kits scolaires.

ÉQUIPER LES ÉCOLES CONTRIBUE À L'ATTEINTE DES OBJECTIFS DU SYSTÈME ÉDUCATIF MALIEN

« La réouverture des écoles est un point crucial et catalyseur pour la stabilisation et le retour d'une paix durable » a souligné Mamane Sani Moussa, chef du Bureau régional de la MINUSMA par intérim. En effet, les écoles sont un facteur de cohésion sociale et du retour de l'autorité de l'État, où tous les acteurs – le gouvernement, les groupes armés et les communautés – ont un intérêt et un rôle à jouer. Le redéploiement des enseignants dans les localités affectées par le conflit peut ouvrir l'accès à des initiatives pour le rétablissement des services de l'État, notamment la sécurité, la santé et le service

financier. La réouverture des écoles, encouragera en même temps le retour des communautés et le redéploiement des représentants de l'État.

Pour rappel, au début de l'année scolaire en octobre 2015, le bureau régional de la MINUSMA de Tombouctou a commencé le monitoring et un plaidoyer pour le retour effectif à l'école. En ce moment-là, 93 sur un total de 613 écoles (15%) de la région de Tombouctou restaient fermées. La plupart d'entre elles ne fonctionnaient plus depuis le début de la crise au Mali en 2012, principalement à cause des déplacements massifs de population, à l'intérieur du pays et dans les pays voisins comme la Mauritanie et le Burkina Faso.

Dans ce contexte, le bureau régional de la MINUSMA à Tombouctou a entamé une série d'initiatives visant à encourager la réouverture des écoles, notamment dans les localités les plus critiques pour la stabilisation de la région. Cette démarche a été prise en coordination avec les autorités locales, notamment celles de l'éducation et ensemble avec les autres composantes de la Mission Onusienne et les Agences de l'ONU.

UN EFFORT CONJOINT DE L'ONU AU MALI

Remarquables sont les actions sur l'axe routier Tombouctou-Goudam. A Acharane, où plusieurs

incidents sécuritaires ont été enregistrés, la MINUSMA a identifié le besoin de mobilier scolaire pour son école primaire, que l'UNHCR a financé. A cet effet, le contingent Indonésien de la MINUSMA a fourni des kits scolaires pour 73 élèves retournant à cette école et 80 à l'école de Tintelout, qui se trouve aussi sur l'axe. De son côté, la Division des Affaires Civiles de la MINUSMA a développé des projets pour reconstruire et équiper trois écoles dans des endroits critiques pour le retour des réfugiés, à savoir Amachachar et Doukiré sur l'axe Tombouctou-Goudam et Garey dans la commune de Haribomo, Gourma Rharous.

Chaque Agence onusienne menant des activités opérationnelles au Mali a joué un rôle dans cet effort conjoint. Notamment, l'UNICEF, OCHA et l'UNHCR ont fourni leur expertise sur des questions techniques. Quant au service déminage de la Mission onusienne UNMAS, il a conduit des inspections sur les menaces d'engins non explosés et mines dans des écoles précédemment occupées par des groupes armés. La FAO a fourni des cantines scolaires et l'OMS a pris en compte des besoins des centres de santé communautaire en soutien des écoles. Dans l'ensemble, ces efforts coordonnés avec les autorités régionales de l'éducation ont abouti à la réouverture de 41 écoles de la région à la fin d'avril 2016, permettant ainsi à 5171 enfants de reprendre le chemin de l'école pour la première fois depuis 4 ans, ce qui constitue une action d'une très haute portée.



FONDS DE CONSOLIDATION DE LA PAIX À GAO : OÙ EN SONT LES PROJETS SOUTENUS ?



Les membres du comité de pilotage du Fonds de Consolidation de la Paix (en anglais Peace Building Fund, PBF) étaient en visite à Gao les 14 et 15 mai. Une visite de deux jours qui leur a permis de prendre la mesure de l'état d'avancement des projets soutenus, de constater les résultats obtenus sur le terrain et de mesurer le niveau d'appropriation des activités par les communautés locales.

Du marché du quartier château en passant par la « Case de la paix » et l'hôpital régional de Gao, le comité de pilotage a eu des échanges approfondis avec les différents partenaires qui exécutent les projets. « Il est important de venir sur le terrain pour voir concrètement les projets mis en place pour contribuer au renforcement de la cohésion sociale. Nous sommes à la phase test de ce projet qui a une durée de 18 mois. Il nous permettra de nous situer sur les dispositions à prendre pour aller vers un niveau plus important, » a souligné Madame Traoré Nene

Konaté, membre du comité de pilotage du Fonds de Consolidation de la Paix à titre d'acteur de la société civile. Créé en 2005, le Fonds de Consolidation de la Paix permet d'aider les pays touchés par les crises à se relever en donnant les moyens aux communautés de créer les conditions d'une paix durable via le financement et l'aide à la mise en œuvre de projets de développement.

Le Fonds, d'une valeur de 11 millions de dollars américains, permet donc de financer des interventions présentant un intérêt direct et immédiat pour le processus de consolidation de la paix. Pour le Mali, quatre grands domaines d'intervention ont été retenus soit la Réconciliation Nationale et le Dialogue ; l'Appui aux secteurs de la Sécurité et de la Justice ; la Restauration de l'Autorité de l'Etat et la Gouvernance Inclusive et enfin, la Réintégration communautaire des réfugiés et des personnes déplacées.

LE DÉVELOPPEMENT LOCAL POUR UNE PAIX GLOBALE

La délégation, composée de cinq membres du Fonds PBF, a également eu de nombreux échanges avec les communautés locales bénéficiaires des projets pour sonder leur appropriation et leur appréciation du niveau de réalisation des activités. « J'étais en Libye lorsque la guerre commençait contre Kadhafi. Nous avons été envoyés en Tunisie par l'Organisation Internationale pour la migration (OIM) avant de regagner Bamako. Une fois à Gao, la crise a éclaté et les choses sont devenues très difficiles pour moi. J'avais commencé à faire du commerce avec les moyens du bord mais ça n'allait pas. Depuis que j'ai commencé à bénéficier du Fonds de Consolidation de la Paix, les choses ont beaucoup changé pour moi. J'ai reçu 350 000 francs CFA. J'ai beaucoup de marchandises dans ma boutique, je peux faire des recettes allant de 25 000 à 40 000 francs CFA par jour, les membres de ma famille mangent à leur faim et peuvent bénéficier de soins... Je me suis vraiment épanoui grâce à cette aide, » a témoigné M. Adama Hamada Touré, un bénéficiaire ayant à sa charge 10 personnes, dont 4 orphelins. Pour le gouverneur de la région de Gao, Monsieur Seydou Traoré, « le Fonds de Consolidation de la Paix est une très bonne initiative ; j'ai espoir que les recommandations du comité permettront de parfaire l'existant pour le bien-être

des bénéficiaires. »

La délégation du comité de pilotage a aussi rendu visite à une bénéficiaire du projet « Solution pour la réintégration durable et pacifique des personnes déplacées internes (PDI) et des réfugiés rapatriés dans les régions de Gao et Tombouctou ». Madame Balkissa Issoufi dit avoir sérieusement souffert de plusieurs maladies chroniques qui l'ont fait perdre toutes ses ressources alors qu'elle a 7 personnes à sa charge. « Cela fait un mois que j'ai bénéficié de ce projet à hauteur de 350 000 francs CFA. Le matin, je vais vendre des condiments au petit marché du quartier et le soir je reviens vendre dans la boutique d'autres articles en plus des condiments. Cette assistance me permet de faire face à toutes les charges de la famille et je fais des économies. Je suis très contente pour cette aide qui a commencé à améliorer ma vie, » a-t-elle expliqué.

Après les visites de terrain, la délégation du comité de pilotage a participé à la revue trimestrielle des projets avec les agences des Nations Unies à Gao. La rencontre a permis aux agences de présenter leurs projets financés par le PBF et de faire des recommandations pour la suite aux membres du comité de pilotage du Fonds.



JOURNÉE MONDIALE DES TÉLÉCOMMUNICATIONS ET DE LA SOCIÉTÉ DE L'INFORMATION



« *Les décideurs devraient investir dans les jeunes innovateurs, qui font partie de la plus grande génération de jeunes de l'histoire. Ces entrepreneurs peuvent être les premiers à exploiter le pouvoir transformateur des technologies, créer des emplois et contribuer à la croissance économique de pays entiers.* »

— Le Secrétaire général de l'ONU, Ban Ki-moon

Thème 2016 : L'entrepreneuriat dans le secteur des TIC au service du progrès social

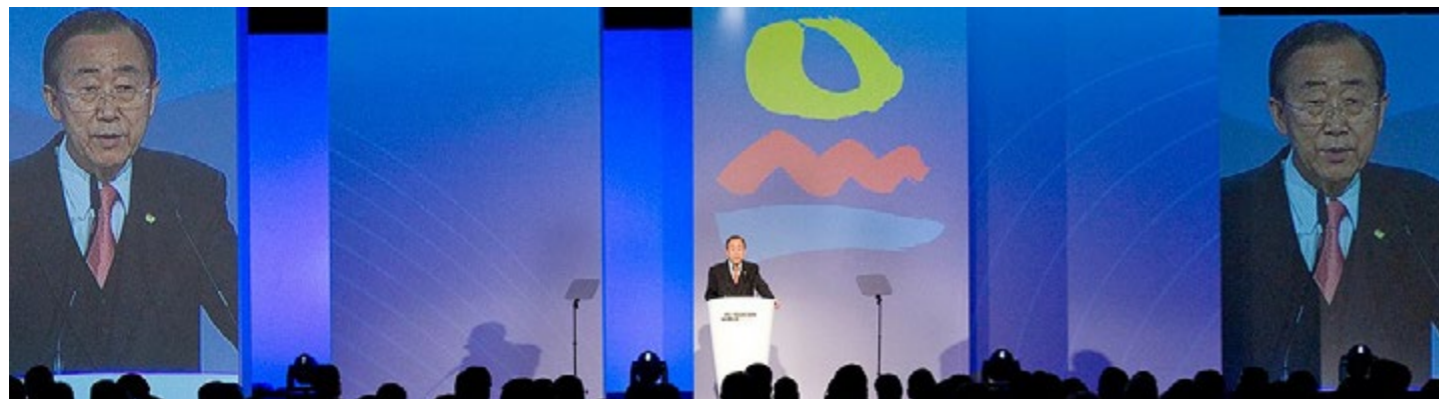
L'édition 2016 de la Journée mondiale des télécommunications et de la société de l'information a pour thème : L'entrepreneuriat dans le secteur des TIC au service du progrès social, conformément à la Résolution 68 EN, telle qu'adoptée par le Conseil à sa session de 2015.

Les entrepreneurs du secteur des TIC, les jeunes entreprises et les petites et moyennes entreprises (PME) jouent un rôle déterminant pour assurer une croissance économique durable et inclusive. Ils participent à l'élaboration de solutions novatrices fondées sur les TIC et, grâce à leur potentiel unique, sont appelés à avoir une incidence durable sur les économies à l'échelle mondiale, régionale et nationale et constituent un réservoir important de nouveaux emplois, en particulier pour les jeunes, dans l'actuelle économie du savoir.

Le thème de l'édition 2016 de la Journée mondiale des télécommunications et de la société de l'information s'inscrit dans le cadre des activités menées par l'Union internationale des télécommunications (UIT) pour libérer le potentiel des jeunes innovateurs et des jeunes entrepreneurs dans le secteur des technologies de l'information et des communications (TIC), des PME novatrices, des jeunes entreprises et des pôles technologiques pour mettre au point des solutions innovantes et concrètes en vue d'accélérer les progrès dans la réalisation des objectifs de développement durable, tout en privilégiant les PME des pays en développement.

Source : <http://www.un.org/fr/events/telecommunicationday/>

ENBREF



La communauté internationale est à présent mobilisée autour du Programme de développement durable à l'horizon 2030, dans lequel il est souligné que l'informatique et les communications ont le potentiel d'accélérer les progrès de l'humanité, de réduire la fracture numérique et de faire avancer le savoir. Dans les 17 objectifs de développement durable, il est dit expressément qu'il faut tirer parti de ces technologies pour accomplir le grand dessein consistant à garantir à tous de vivre dans la dignité.

L'informatique et les communications offrent des solutions intelligentes pour lutter contre les changements climatiques, la faim, la pauvreté et les autres défis auxquels le monde fait face. Ils jouent un rôle essentiel pour ce qui est de mettre en place des services de santé sur mobile, d'assurer l'accès à l'éducation, d'autonomiser les femmes, d'améliorer l'efficacité de la production industrielle et agricole et de préserver l'environnement.

Les jeunes entreprises et les pôles technologiques de ce secteur sont les moteurs de la création de solutions pratiques et innovantes, qui peuvent contribuer à une croissance sans exclusive. Les petites et moyennes entreprises représentent plus de 90 % des entreprises dans le monde et elles sont un moyen de sortir de la pauvreté pour de nombreux pays en développement. Les jeunes maîtrisent particulièrement bien l'informatique et les communications. Les décideurs devraient investir dans les jeunes innovateurs, qui font partie de la plus grande génération de jeunes de l'histoire. Ces entrepreneurs peuvent être les premiers à exploiter le pouvoir transformateur des technologies, créer des emplois et contribuer à la croissance économique de pays entiers.

J'invite instamment les gouvernements, les entreprises et les dirigeants de la société civile à mettre au point des nouvelles technologies qui auront des retombées positives à long terme sur le plan social. L'informatique et les communications peuvent contribuer à créer des sociétés dans lesquelles les personnes handicapées ne seront pas laissées pour compte, aider les enfants à apprendre et les personnes âgées à rester actives, et rassembler les gens du monde entier autour d'une cause commune.

En cette Journée mondiale des télécommunications et de la société de l'information, engageons-nous à tirer parti du potentiel des technologies pour bâtir un avenir meilleur pour tous.

12 MAI

Ce matin à Kidal, visite de l'école fondamentale d'Intidban à l'ouest de la ville et rencontre avec parents et enseignants lors d'une patrouille UNPOL avec d'autres unités de la MINUSMA. Visite durant laquelle les enfants ont reçu cahiers, ballons, bouilloires, et t-shirts.



12 MAI

Aujourd'hui à Kidal au quartier Aliou s'est déroulée la cérémonie de lancement des activités du Projet à Impact Rapide "réinsertion économique par la reconstitution du cheptel au profit de 90 ménages vulnérables d'Aliou". La cérémonie s'est déroulée sous la présidence de M.Christophe Sivillon, Chef de bureau de la MINUSMA à Kidal, mais aussi le bureau des affaires politiques, la stabilisation/relèvement avec le Maire de la commune Urbaine de Kidal, le chef de quartier Aliou et ses conseillers, les membres de l'association EHÉL DATASS et les habitants du quartier. Le projet, d'un montant de 24 285 000 F CFA entièrement financé par la MINUSMA, comprend la remise de 450 bêtes distribuées à 90 ménages vulnérables.



17 MAI

La cérémonie d'adieux aux deux policiers bangladais, décédés de façon accidentelle, à la suite des vents violents qui ont soufflé sur Bamako Dimanche 15 mai dernier a eu lieu mardi 17 mai dernier, en début d'après-midi sur le tarmac de l'Aéroport International Modibo Keita Sénou de Bamako.

Sous un soleil ardent, les policiers et militaires des Nations Unies ont accompagné les dépouilles de leurs frères d'arme, les sous-officiers Md Samidul Islam et Motaher Hosen, tous deux agents de la Police des Nations Unies (UNPOL), issus de l'Unité de Police Constituée (FPU) du Bangladesh. Une cérémonie sobre et empreinte d'une grande solennité, à laquelle ont assisté M. Koen Davidse, Chef de la MINUSMA par interim avec à ses côtés, la Représentante Spéciale Adjointe, Madame Mbaranga Gasarabwé et le Chef d'Etat-major Général des Armées du Mali, le Général de Division Mahamane Touré. Le Chef de la Police des Nations Unies par Intérim, le Colonel Jean-Frédéric Sellier, ainsi que le Commandant du contingent bangladais de Police (BANFPU), le Commissaire Divisionnaire M. D. Mamunul Anasary étaient également sur place.



Au cours de la cérémonie, les deux disparus ont été décorés, à titre posthume, de la médaille des Nations Unies, par le Commissaire d'UNPOL/MINUSMA par intérim.

Cet après-midi à 16h30, tout le personnel de la MINUSMA au Mali a marqué une minute de silence en hommage aux disparus.

Respectivement âgés de 28 et 30 ans, Md Samidul Islam et Motaher Hosen étaient tous les deux mariés et pères de familles. Une enquête est en cours afin de situer les responsabilités et faire la lumière sur les circonstances exactes de ce drame.

21 MAI

Les organisateurs de la rencontre prévoient d'autres sessions similaires avec d'autres élèves issus des établissements de formation de Tombouctou, comme dans de nombreuses autres localités au Mali.

Tombouctou : la MINUSMA poursuit sa campagne de sensibilisation dans les écoles

En vertu de ses attributions, le Bureau Communication de la MINUSMA, en collaboration avec les Sections Affaires Civiles, Justice et Correction, Droits de l'Homme ainsi que la Police des Nations Unies UNPOL, a organisé mercredi une séance de sensibilisation sur le mandat de la MINUSMA et le rôle du personnel en uniforme présent dans la région.

L'activité s'est déroulée dans l'enceinte de l'Institut Professionnel Chaibani Maïga, au quartier Hammabangou. Elle a réuni une quarantaine d'élèves, ainsi que le personnel administratif de l'établissement. La rencontre visait à informer les élèves sur le rôle de la Mission Onusienne dans le processus de paix au Mali, afin de renforcer les relations entre les populations et le personnel de la MINUSMA.

L'équipe de la MINUSMA leur a, à cet effet, expliqué le Mandat de la Mission, tel que défini par la résolution 2227 (2015) du Conseil de Sécurité de l'ONU ainsi que le rôle de chacune des sections substantives, de la Force et de l'UNPOL. L'accent a été notamment mis sur la contribution et les rôles des militaires et militaires, véritables acteurs de la Paix au Mali tout en les invitant à s'approprier le processus. Les organisateurs de la rencontre prévoient d'autres sessions similaires avec d'autres élèves issus des établissements de formation de Tombouctou, comme dans de nombreuses autres localités au Mali.



COMMUNIQUE DE PRESSE PRESS RELEASE

COMMUNIQUÉS

19 MAI : DÉCLARATION ATTRIBUABLE AU PORTE-PAROLE DU SECRÉTAIRE GÉNÉRAL SUR L'ATTAQUE MEURTRIÈRE CONTRE UN CONVOI DE LA MINUSMA À KIDAL

Le Secrétaire général condamne, l'attaque complexe et meurtrière qui a eu lieu aujourd'hui, causant la mort de cinq casques bleus de la Mission intégrée multidimensionnelle de stabilisation des Nations Unies au Mali (MINUSMA) et en blessant trois autres.

Selon des informations préliminaires, un convoi de la MINUSMA a heurté un engin explosif improvisé et a été par la suite attaqué par un groupe armé non identifié, à environ 15 km au nord d'Aguelhok, dans la région de Kidal. Durant l'attaque, cinq casques bleus tchadiens ont été tués et trois autres blessés.

Depuis le début de l'année, une douzaine d'attaques contre les Nations Unies a été recensée dans la région de Kidal qui a coûté la vie à au moins 12 personnel des Nations Unies, y compris les victimes de l'attaque d'aujourd'hui.

Le Secrétaire général présente ses sincères condoléances aux familles des cinq casques bleus morts pour la cause de la paix ainsi qu'au Gouvernement et au peuple du Tchad et souhaite un prompt rétablissement aux soldats blessés. Il demande que les auteurs de ce crime odieux soient rapidement traduits en justice et rappelle que les attaques contre des casques bleus des Nations Unies constituent un crime de guerre selon le droit international.

Le Secrétaire général réitère que les Nations Unies continueront à soutenir la stabilisation du Mali et la mise en place de l'accord de paix et exprime son plein soutien aux autorités maliennes dans leurs efforts pour faire face à la violence et à l'insécurité dans le pays.

New York, 18 Mai 2016

19 MAI : CINQ CASQUES BLEUS TUÉS ET TROIS GRIÈVEMENT BLESSÉS LORS D'UNE EMBUSCADE DANS LA RÉGION DE KIDAL

Bamako, le 19 mai 2016 - Hier vers 17h, cinq Casques bleus de la MINUSMA ont été tués et trois ont été grièvement blessés lors d'une embuscade au nord d'Aguelhok, dans la région de Kidal.

L'attaque s'est déroulée alors que les soldats de la paix escortaient un convoi logistique. Après avoir heurté un engin explosif, le convoi a été la cible de tirs.

Les soldats du contingent tchadien de la MINUSMA ont perdu la vie lors des échanges avec un nombre indéterminé d'assaillants. Suite à l'attaque, trois suspects ont été capturés et seront remis aux autorités compétentes.

M. Koen Davidse, Chef de la MINUSMA par interim, condamne dans les termes les plus forts cette attaque abjecte visant une fois de plus les Casques bleus au Mali.

M. Davidse présente ses condoléances les plus attristées aux familles des cinq Casques bleus et souhaite aux blessés un rétablissement rapide et complet.

Il renouvelle l'engagement de la MINUSMA aux côtés des Maliens pour la stabilisation du pays, ainsi que pour la mise en œuvre de l'Accord pour la paix et la réconciliation.

Il déplore les trop nombreuses pertes dans les rangs de la MINUSMA, et exprime son soutien sans faille aux autorités maliennes et aux forces partenaires dans leur combat contre l'obscurantisme, le terrorisme et l'extrémisme sous toutes ses formes.



**Bamako
106.6**

MIKADO FM

La radio qu'on aime !

Bamako • Gao • Kidal • Mopti • Tombouctou



MINUSMA



www.youtube.com/minusma



www.flickr.com/photos/minusma



twitter.com/UN_MINUSMA



www.facebook.com/minusma

<http://minusma.unmissions.org>

